

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille dix-sept, le six octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Maire, en suite de la convocation faite le 28 septembre 2017.

Présents :

- Mme ROBERT-DEHAULT, Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, Mme AUBRY, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- M. CORNUT-GENTILLE, Mme GARCIA, Mme DORKEL, M. SCHILLER, M. GARNIER J., M. CHARPENTIER, Mme BETTING, Mme COLLET, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, M. BOUZON, M. AMELON, Conseillers Municipaux

Excusés : M. OUALI, M. GARNIER P., M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme AYADI, Mme SAMOUR

Ont donné procuration :

M. OUALI à M. KAHLAL

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 130-10-2017

CHAUFFAGE URBAIN – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – AVENANT N° 5

Rapporteur : Mme Pascale KREBS

La gestion du réseau de chauffage urbain de la Ville de Saint-Dizier a été confiée à la société Cofély Service-GDF Suez, dénommée dorénavant Engie Cofély, par un contrat de délégation de service public (DSP) qui a pris effet le 1^{er} juillet 2013, pour une durée de vingt ans.

Le contrat de DSP, délègue au délégataire, le service public de production, de transport et de distribution de chaleur destinée à la couverture des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire des abonnés au réseau de chaleur de la Ville de Saint-Dizier.

Le contrat de DSP a fait l'objet de quatre modifications antérieures:

- ✖ un avenant n° 1, autorisé par délibération du 3 juillet 2014, et justifié par la prise en compte des évolutions réglementaires concernant le fonctionnement de la cogénération et du tarif d'achat d'EDF,
- ✖ un avenant n° 2, autorisé par délibération du 1^{er} octobre 2015, pour intégrer à la DSP Saint-Dizier le réseau de GIGNY,
- ✖ un avenant n° 3, autorisé par délibération du 30 juin 2016, pour d'une part, importer de la chaleur produite à partir d'une centrale de cogénération installée et exploitée par un tiers, Cogelyo, d'autre part, permettre à la collectivité de financer directement les travaux réalisés dans le cadre de la rénovation urbaine et notamment des déplacements de réseaux, et les confier à la société ENGIE COFELY, délégataire exploitant, du réseau,
- ✖ un avenant n° 4, autorisé par délibération du 6 avril 2017, pour indexer le R1GN du contrat sur le tarif réglementé B1 d'une part, et d'autre part pour intégrer à l'inventaire du matériel de la DSP Saint-Dizier, les chaudières et leurs accessoires de l'Hôpital Geneviève de Gaulle Anthonzio, ainsi que la chaudière et ses accessoires du Centre Nautique de Saint-Dizier.

Le présent avenant a pour objet de compléter et adapter et modifier certaines dispositions du contrat :

- ✓ corriger la valeur EMTo du contrat
Dans le contrat de DSP Saint-Dizier, la valeur de référence de l'indice EMT0 figurant à l'article 69.2 n'est pas celle connue et publiée au 29 juillet 2013 et doit être corrigée.
- ✓ assouplir les modalités de paiement des frais de raccordement
De manière à favoriser le raccordement de nouveaux abonnés au réseau de chaleur de la ville de Saint-Dizier, les Parties ont décidé d'apporter plus de souplesse concernant les modalités de paiement des frais de raccordement.
- ✓ définir le périmètre, les modalités et conditions d'extension du réseau de chaleur vers le secteur Ouest de la Ville de Saint-Dizier
Dans le cadre de l'article 5.2 – Développement du service - du contrat DSP Saint-Dizier et conformément aux conclusions du schéma directeur, les Parties ont convenu d'étendre le réseau de chaleur sur le secteur Ouest de la ville de Saint-Dizier.

✓ réviser le terme R24 en fonction de l'excédent de subventions

Au terme du programme général des travaux décrits en annexe 3 du contrat de DSP Saint-Dizier, les Parties conviennent de réviser le terme R24 conformément à l'article 69.2 du contrat de DSP Saint-Dizier du fait de l'excédent de subventions dont le montant définitif sera connu une fois le montant global des subventions ADEME et GIP52 connu et versé au Déléataire, notamment le solde de 20% de l'ADEME.

La Ville et le délégataire ont trouvé un accord pour la passation d'un avenant entre la Collectivité et son Déléataire afin d'aménager les obligations contractuelles.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire à signer le projet d'avenant n° 5 ci-joint.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver cette proposition à l'**UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON